

« La Belgique a besoin d'investissements »

Pour parvenir à l'équilibre, le fédéral doit trouver cinq milliards. Mais plus que d'austérité, notre pays a besoin d'investissements prévient un économiste.

● Interview :

François-Xavier GIOT

Le bulletin vient de tomber : s'il veut tenir ses engagements, le gouvernement Michel va devoir trouver plusieurs milliards. Une gageure dans le contexte actuel, estime Bernard Keppenne, économiste en chef chez CBC Banque.

1. L'effort Le Conseil supérieur des finances (CSF) a rendu son rapport. Pour équilibrer le budget à l'horizon 2018, comme martelé depuis le début de la législature par le gouvernement fédéral, il faudra trouver cinq milliards d'euros, sur deux ans.

2. Souplesse Un bol d'air pourrait soulager l'effort du gouvernement, explique Bernard Keppenne. Car le CSF ne tient pas compte « de la possibilité qu'aurait le gouvernement de pouvoir exclure des dépenses qui ont été ou qui seront encore engagées pour l'aspect sécuritaire et pour l'accueil des réfugiés ».

Des dépenses difficilement chiffrables dès lors « qu'on ne sait pas du tout pendant combien de temps les mesures sécuritaires vont encore être d'application ».

3. Le dilemme Mais même en déduisant ces dépenses, il faudra bien combler le trou. Et là, le gouvernement fait face « à deux grands problèmes », qui s'affrontent, prévient l'économiste.

« Si on veut reporter l'effort, il faudra prendre en 2018 des mesures qui seront plus lourdes alors qu'on sera en période électorale. Ça veut dire que le gouvernement sera moins à même de prendre ce type de mesures », pour ne pas froisser l'électeur.

« Le deuxième élément qui m'interpelle assez fort, c'est qu'on est déjà en Belgique avec un retard en termes d'investissement public quand on compare par rapport à nos principaux partenaires (lire ci-dessous, NDLR). Retard qui s'accumule et qui va encore s'aggraver si l'on doit prendre de nouvelles mesures d'austérité. Donc pour la Belgique, aujourd'hui, ce n'est pas bon. »

4. Lisser pour mieux investir Pour Bernard Keppenne, « la Belgique a besoin d'investissements d'infrastructures importants. » Elle doit donc lisser l'effort vers l'équilibre sur deux ans. Mais ça ne suffira pas. Le gouvernement devra convaincre l'Eu-

rope. « Il faut que le gouvernement encore d'avoir des mesures (d'austérité) qui iraient à l'encontre de cette tendance, insiste l'économiste. C'est maintenant qu'il faut le faire parce qu'on a des taux d'intérêt qui sont encore historiquement faibles, même s'ils sont un peu remontés. C'est le moment idéal pour faire des grands emprunts d'investissement et c'est là que le gouvernement doit avoir plus d'ambition que celle qu'il a eue jusqu'à présent. » ■

5. Contexte favorable Quoi qu'il en soit, la Belgique n'a plus de temps à perdre. « On a un retard phénoménal à rattraper et on ne peut pas se permettre qu'à présent. » ■

PACTE D'INVESTISSEMENT

« C'est un signal fort et indispensable »

La Belgique doit investir. Ça tombe bien, le Premier ministre Charles Michel a présenté vendredi son « Pacte national pour les investissements stratégiques ».

« Je soutiens tout à fait cette décision du gouvernement, se réjouit Bernard Kepenne. Ce qui est bien dans cette volonté, c'est qu'ils veulent associer le privé. Il y a une volonté très claire de mettre en place des moyens financiers suffisants pour pouvoir le faire. C'est un signal fort et un signal indispensable. Mais il faut un projet commun à la Belgique et pas un saupoudrage avec des décisions régionales sur des

usage avec des décisions régionales sur des petits projets. Il faut vraiment de grands projets au niveau de la Belgique. »

S'il ne cache pas un certain « emballage » de mesures déjà en partie annoncées, il se veut optimiste : « L'aspect positif

est qu'une structure est mise en place ainsi que des organes de contrôle. On donne plus de cohérence et un investissement au final plus global que de petits projets comme on l'a eu avec le plan Junker (du nom du président de la Commission européenne qui a lancé un plan d'investissement massif au niveau européen, NDLR) en Belgique. ■

La trajectoire pour le 30 avril

Le Premier ministre Charles Michel l'a assuré lors du dernier contrôle budgétaire au mois de mars : l'hypothèse de l'équilibre budgétaire en 2018 reste possible, mais elle est « *ambitieuse et difficile* ».

Pour le Conseil supérieur des Finances, l'équilibre structurel en 2018 reste la trajectoire privilégiée, mais cela nécessiterait une amélioration structurelle du budget de 1 % du produit intérieur brut (PIB) en 2017 ainsi qu'en 2018. Soit un effort de 5 milliards d'euros.

S'il opte pour le report d'un an du retour à l'équilibre, l'effort serait alors à 1 % du PIB en 2017, de 0,8 % en 2018 et de 0,2 % en 2019. Cette alternative allégerait les efforts à consentir en 2018.

La ministre du Budget Sophie Wilmès (MR) a dit « *prendre acte* » du rapport du CSF, relevant toutefois des différences dans les estimations de l'effort entre celui-ci et le SPF Stratégie et Appui.

Le Programme de stabilité de la Belgique doit être déposé auprès de la Commission européenne au plus tard le 30 avril 2017.

LA CRISE DE 2010

« Nous payons encore la crise politique »

« Aujourd'hui, nous payons encore la crise politique de 2010-2011, juge l'économiste en chef chez CBC Banque. L'absence de gouvernement pendant plus de 500 jours a été très positive pour la Belgique pendant cette période-là. Mais pendant cette période-là, on n'a pas pris de mesures d'austérité. Les autres pays européens les ont prises et ils sortent maintenant de ces mesures et profitent pleinement de la reprise. Nous avons, nous, par rapport à cela un effet de décalage, négatif. »

Photo News

La Belgique ne profite donc pas pleinement de l'embellie économique en Europe. Et dans le même temps, une autre menace potentielle se profile à l'horizon.

« Il faudra être attentif, même si elle est encore très faible, à la remontée des taux d'intérêt, prévient Bernard Keppenne. Les coûts de financement pour les États vont augmenter. Ce qui n'est pas favorable pour la Belgique (dont l'endettement frôle les 110 % du PIB, NDLR), même si elle a déjà restructuré une partie de sa dette. Si on a une remontée des taux, ce sera un élément pénalisant en termes de budget. » ■